**Thème d’histoire n°3 :**

**Les mutations de la France.**

1. **Question obligatoire : La Vème République : cadre institutionnel, vie politique, défis européens.**

**Les instructions officielles :**

1 .Comment la Vème République instaure en 1958 puis en 1962, un nouvel équilibre des pouvoirs et favorise la distribution bipolaire des forces politiques.

2. Rupture avec les institutions de la IVème République,

3. Stabilité gouvernementale par la mise en place de majorités parlementaire et présidentielle.

4. Décolonisation et construction européenne.

1. **Une mise en place dans un contexte de crise :**
2. **les faiblesses de la IVème République :**

**Doc.1 p102 :** Rédigez un texte dans lequel vous présenterez le document en soulignant son côté humoristique et dans lequel vous ferez ressortir l’une des principales faiblesses du système de la IVème République.

Le document est une caricature du dessinateur Sennep publiée en 1951 et qui présente Le Président de la (IVème) République, Vincent Auriol dans son bureau de l’Elysée. Celui-ci est présenté en sueur, en proie à une grande angoisse car il doit désigner un nouveau Président du Conseil (1er Ministre). C’ est la principale fonction de la République, puisque le Président du Conseil est le chef du gouvernement (ensemble des ministres) et à ce titre, exerce le pouvoir exécutif.

La caricature évoque l’instabilité ministérielle. En effet, entre mai 1945 et Août 1951, la France a eu 15 gouvernements successifs dont la durée a varié de 2 jours (Robert Schumann en septembre 1948, Henri Queville 2 Juillet 1950) à 13 mois (Henri Queville en 1948-1949).

Dans ce dessin, Sennep montre toute la difficulté pour le Président de la République de nommer un Président du Conseil qui sera ensuite soutenu par une majorité de députés de la chambre. La solution proposée de nommée 4 présidents qui exerceraient quelques minutes par jour est bien sûr absurde mais met en lumière les divisions politiques qui empêche la stabilité républicaine.

En effet, si les lois sont rédigées par les ministres, elles sont votées par les députés. Or, les élections législatives qui ont eu lieu tous les 4 ans (1/2) ne permirent à aucun parti de disposer d’une majorité absolue. Il est donc impossible de choisir un Pst du C. dans un seul parti mais il fallait que plusieurs partis forment une alliance. La moindre loi repoussée par l’une des composantes de l’alliance conduisait à la démission du gouvernement et à une nouvelle crise parlementaire.

De 1951 à 1958, 13 autres gouvernements se succédèrent aux commandes du pays, 2 furent renversés en moins de 24 heures !

Dans une telle situation, les questions les plus épineuses devenaient source de conflits entre les membres d’une alliance et certains sujets ne pouvaient trouver de solution.

En 1958, un problème majeur empoisonne la vie politique et fait peser sur le pays la menace d’une guerre civile : la question algérienne.

1. **1958, le retour de De Gaulle au pouvoir.**

Texte du 4 juin à Alger : « je vous ai compris ! »

Discours de Charles de Gaulle (Alger, 4 juin 1958)

« Je vous ai compris!

Je sais ce qui s’est passé ici 1. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c’est celle de la rénovation et de la fraternité. Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c’est-à-dire par nos institutions, et c’est pourquoi me voilà. Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d’hommes qui, d’un bout à l’autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main.

Eh bien! De tout cela, je prends acte au nom de la France et je déclare, qu’à partir d’aujourd’hui, la France considère que, dans toute l’Algérie, il n’y a qu’une seule catégorie d’habitants : il n’y a que des Français à part entière2 -, des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Cela signifie qu’il faut ouvrir des voies qui, jusqu’à présent, étaient fermées devant beaucoup. Cela signifie qu’il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas. Cela signifie qu’il faut reconnaître la dignité de ceux à qui on la contestait. Cela veut dire qu’il faut assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d’en avoir une.

L’armée, l’armée française, cohérente, ardente, disciplinée, sous les ordres de ses chefs, l’armée éprouvée en tant de circonstances et qui n’en a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification, l’armée française a été sur cette terre le ferment, le témoin, et elle est le garant, du mouvement qui s’y est développé. Elle a su endiguer le torrent pour en capter l’énergie. Je lui rends hommage. Je lui exprime ma confiance. Je compte sur elle pour aujourd’hui et pour demain.

Français à part entière, dans un seul et même collège! Nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois, dans l’occasion solennelle où tous les Français, y compris les 10 millions de Français d’Algérie, auront à décider de leur propre destin3.

Pour ces 10 millions de Français, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres. Ils auront à designer, à élire, je le répète, en un seul collège leurs représentants pour les pouvoirs publics, comme le feront tous les autres Français. Avec ces représentants élus, nous verrons comment faire le reste.

Ah! Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels! Puissent-ils même y participer ceux qui, par désespoir, ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu’il est courageux - car le courage ne manque pas sur la terre d’Algérie -, qu’il est courageux mais qu’il n’en est pas moins cruel et fratricide!4

Oui, moi, de Gaulle, à ceux-là, j’ouvre les portes de la réconciliation5. Jamais plus qu’ici et jamais plus que ce soir, je n’ai compris combien c’est beau, combien c’est grand, combien c’est généreux, la France!

Vive la République!

Vive la France! »

Analyse du texte :

**Phrase 1 : « Je sais ce qui s’est passé ici.» :**

13 mai 1958 : manifestation d’Alger (contre le FLN) et création du Comité de Salut Public dirigé par le Gl SMassu.

15 mai 1958 : le Gl Salan, gouverneur civil et militaire d’Algérie réclame le retour de de Gaulle au pouvoir. Le 19 mai, Ce dernier se dit prêt à assumer les pouvoirs de la République.

Le 24 mai : des parachutistes prennent le contrôle de la Corse et forme un second comité de salut public. La menace d’une opération sur paris effraie un grand nombre d’hommes politiques. La Gauche (SFIO+PCF) appelle à la résistance contre ce « coup d’état ». De Gaule affirme être en mesure de former un gouvernement républicain. La situation devient quasi-insurrectionnelle.

Le 28 mai : Le gouvernement Pflimlin démissionne. Une manifestation de défense républicaine est organisée par la gauche à paris.

Le 29 mai : le P. Coty, dans un message au parlement annonce sa décision de confier le gouvernement à de Gaulle.

Les 1er et 2 juin : de Gaulle est investi et reçoit les pleins pouvoirs pour mettre en place une nouvelle Constitution.

Le 4 juin, il se rend à Alger, en tant que nouveau chef du gouvernement.

P**hrase 2 : « je déclare(…) qu’une seule catégorie d’habitant, il n’y a que des Français à part entière ».**

Cette phrase est à l’origine de beaucoup de controverse car elle contient un élément à plusieurs sens. En effet, si elle reconnaît aux populations musulmanes la citoyenneté française et abolit la division entre Français d’Algérie et Indigènes, elle laisse supposer que de Gaulle veut maintenir l’Algérie dans la République Française.

**Phrase 3 : «Français à part entière (…) de leur propre destin ».**

De nouveau, de Gaulle lance une affirmation lourde de sens et peut-être à double sens. « 3 mois » est le délai pour la mise en place de la nouvelle constitution mais certains voit ici une annonce de sa volonté de consulter les Français sur l’avenir de l’Algérie. Il est difficile de savoir s’il annonce ici le référendum de 1961, « d’autodétermination de l’Algérie » qui sera approuvé par 75% des Français (mais seulement 17,5 millions des 35 millions d’électeurs du fait de l’abstention). Ce referendum a mis en place le processus d’indépendance qui aboutit en 1962 aux accords d’Evian du 19 mars 1962, par lesquels la France cesse la lutte contre le FLN et accepte l’indépendance algérienne mais conduit au rapatriement de près d’un million de Français d’Algérie.

**Phrase 4 : « Puissent-ils (…) cruel et fratricide ! », «  j’ouvre les portes de la réconciliation ».**

De Gaulle cherche à ramener la paix en Algérie mais il est difficile de savoir s’il croit en réconciliation car la guerre qui dure depuis près de 4 ans a ouvert un fossé entre les deux communautés. D’autre part, le FLN n’envisage pas une intégration à la République Française mais uniquement l’indépendance.

La crise algérienne ramène le Gl de gaulle eu pouvoir mais le règlement de la question algérienne et plus largement de la décolonisation n’interviendra qu’entre 1961 et 1962 par octroi progressif des indépendances en Afrique Noire puis en Algérie. **(Voir Thème 2)**

1. **Une nouvelle Constitution et une nouvelle organisation politique de la République.**
2. **La Constitution de septembre 1958 :**

**Doc. 1 p 100 :**

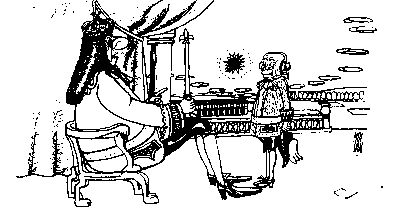
La lecture de ce schéma complexe permet de comprendre le fonctionnement de notre République :

1. **Le pouvoir exécutif :**

* **Le Président de la république  et le gouvernement :**

Les pouvoirs présidentiels sont renforcés, le Président de la République a un rôle actif voire prédominant.

Paul Reynaud



Cartes sur table :  
- « *Parlons net, monsieur Paul Reynaud …  Qu’est-ce qui vous permet de dire que la France est gouvernée par un roi ? »*

De Gaulle

Le Président oriente la politique du **Gouvernement** dont il nomme le **Premier Ministre**, avec qui il partage le pouvoir exécutif. Jusqu’en 1986, la France n’a pas connu de situation de **cohabitation** qui impose au président de choisir un Premier ministre qui lui est politiquement opposé. Mais entre 1986 et 2002, la France a connu trois cohabitations **(voir chronologie p100-101)** dans ce cas, les pouvoirs du président sont fortement réduit et la direction des affaires de l’Etat incombe au Premier Ministre.

Le Président dispose du **pouvoir de dissoudre l’Assemblée Nationale** mais doit organiser des élections dans le mois qui suit.

Le Président peut organiser un référendum.

Le Président est le chef de l’état et des armées. A ce titre, il représente la République lors des sommets et a donc un rôle diplomatique majeur.

1. **Le pouvoir législatif :**

* Le **Parlement** est composé de deux **chambres** qui toutes les deux doivent voter une loi pour que celle-ci entre en application. Mais c’est l’Assemblée nationale qui représente le peuple français (élection au suffrage direct) et à ce titre possède davantage de pouvoir que le Sénat, qui lui, représente les collectivités (suffrage indirect par vote d’un collège de grands électeurs composés d’élus locaux dans chaque département).
* Le pouvoir de l’assemblée nationale repose surtout sur le principe qu’un 1er Ministre et son gouvernement doit obtenir le soutien d’une majorité à l’A. N. pour pouvoir exercer ses fonctions. En cas de mise en minorité, il doit démissionner.

1. **Les cohabitations :**

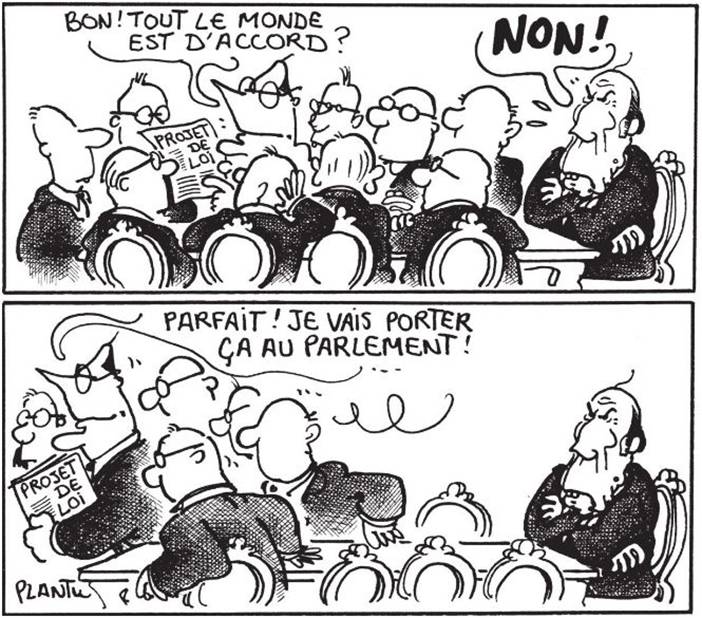
Lors des cohabitations, il y a donc opposition entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

**Etude de la caricature de Plantu, le monde, 1986.**

**Q1 : Quelles sont les 2 personnalités sont présentes ?**

**Q2 : Dans quel cadre ?**

**Q3 : Quelle conclusion pouvez-vous formuler en ce qui concerne l’exercice du pouvoir durant les cohabitations ?**

****

1. **Le Conseil Constitutionnel :** formé de 9 membres nommés pour 9 ans, il a un rôle juridique et en cela, incarne la séparation des pouvoirs. Son rôle est décisive puisqu’il est le garant de la Constitution et peut annuler un texte de loi qui ne respecterait pas les droits fondamentaux des citoyens et les principes de notre République (lois Hadopi, taxe carbone…)

Il existe donc un équilibre des pouvoirs mais le quinquennat à fortement accru le rôle du Président en réduisant les risques de cohabitation et en faisant coïncider les élections législatives et présidentielles qui ont lieu à un mois d’intervalles.

Ce n’est pas seulement les Institutions qui sont à l’origine de la stabilité de politique e la France mais aussi les pratiques politiques.

1. **La vie politique en France de 1958 à aujourd’hui :**
2. **La souveraineté populaire :** Le peuple français dispose de la souveraineté, c’est-à-dire exerce l’autorité suprême. Mais ce principe fondamental de démocratie ne peut s’exercer que de façon indirecte et plus rarement de façon directe :

* **Par referendum**, le Pst de la République peut consulter les Français par referendum pour toute loi ou traité internationaux conduisant à une modification de la Constitution (référendum : vote direct appelant une réponse par oui ou non à une proposition de modification de la Constitution).
* **Par l’élection de représentants** depuis l’échelle local (commune, département, région) jusqu’à l’échelon national (et européen). Au total, la France compte 497 000 élus communaux, 4037 Conseillers Généraux et 1880 conseillers régionaux. Au plan national, 577 députés représentent les Français à l’A. N. et 343 sénateurs.

La Vème République a renforcé la bipolarisation de la vie politique alors que durant la Quatrième République, les paysage politique était tripartite. Ce changement est principalement lié au **mode de scrutin** qui renforce les grands partis et oblige les petits partis à une stratégie d’alliance pour obtenir des élus à l’échelon local et à l’échelon national.

On distingue :

* Les élections **au suffrage (vote) majoritaire à deux tours :**
* **Uninominal (un seul candidat) :**
* **Elections Présidentielles,**
* **Elections législatives (désignation des députés)**
* **Elections cantonales (désignation des conseillers généraux)**
* **Par liste :**
* **Elections municipales.**
* Les élections **au suffrage proportionnel** par liste :
* **Elections Régionales (à deux tours ne permettant qu’aux listes ayant obtenus plus de 10% des voix de se maintenir)**
* **Elections européennes.**

**Le suffrage majoritaire à deux tours** ne permet le maintien que des candidats arrivés en tête et empêche la plupart des petits partis d’obtenir des élus, en particulier à l’A. N. et à la Présidence de la République. C’est pourquoi, s’il existe un grand nombre de parti en France, les premiers ministres et les présidents de la République ont tous été des membres des deux grandes tendances politiques et des deux grands partis qui les dominent.

P101 :

Complétez le tableau en utilisant le document.

1. **Paysage politique :**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **La gauche** | | | **La droite** | | |
| **L’extrême gauche** | **gauche** | **Centre gauche/**  **écologistes** | **Centre droit** | **Droite** | **L’extrême droite** |
| **Partis :**  LO  LCR (jusqu’en 2009)  **Depuis 2009 :**  LO : Laguiller  NPA : Besancenot | **Partis :**  **Avant 1970 :**  PCF  SFIO  PSU  USDR  **Après 1970 :**  **PS : Aubry, (Royal)**  PCF : Buffet | **Partis avant 1970 :**  Radicaux : MRG+ Parti radical  AT  **Depuis 1998 :**  PRG  Les Verts (Europe Ecologie) :  Cohn –Bendit, Duflot | **Partis avant 1978**  MRP, CD CDS  **Après 1978 :**  UDF  Après 2007 :  Modem : Bayrou | **Partis avant 2002 :**  **Les libéraux :**  CNIP, RI, PR  **Les Gaullistes :**  UNR, UDR, RPR  **Après 2002 :**  **UMP : Sarkozy (Bertrand)** | **avant 1972 :**  OAS  Ordre Nouveau  **Après 1972 :**  FN : Le Pen |

**En Gras** : les deux plus

**Partis de gouvernement de Droite.**

**Partis de gouvernement de Gauche**

grands partis.

La plupart des élus en France appartiennent aux grands partis historiques à savoir l’UMP à droite et le Parti Socialiste. Ce sont eux qui sont la base de tous les gouvernements. Cette alternance entre de grands mouvements est qualifiée de BIPOLARISATION.

**Doc. 5 p 107 question 2 :**

Pour N. Sarkozy, la bipolarisation est nécessaire à la vie politique et à tout système démocratique car elle offre aux citoyens des repères idéologiques simples qui leur permettent de faire des choix lors des élections.

Depuis les élections présidentielles de 2002, on assiste en France à une évolution du paysage politique qui tend de plus en plus à ressembler aux modèles des autres pays européens.

La droite se présente comme un mouvement libéral (favorable au modèle capitaliste classique et à une intervention modérée de l’état : **Privatisations**) alors que la Gauche s’oriente de plus en plus vers le modèle **« social-démocrate »** par abandon de nombreux principes marxistes comme **les nationalisations** qui pourtant fut l’une de bases du programme d’Union de la gauche de 1981 **(doc 2 p 106)**, **recul du PCF** qui est passé en moins de 4 0ans de 20% de voix aux élections à moins de 5%**.**

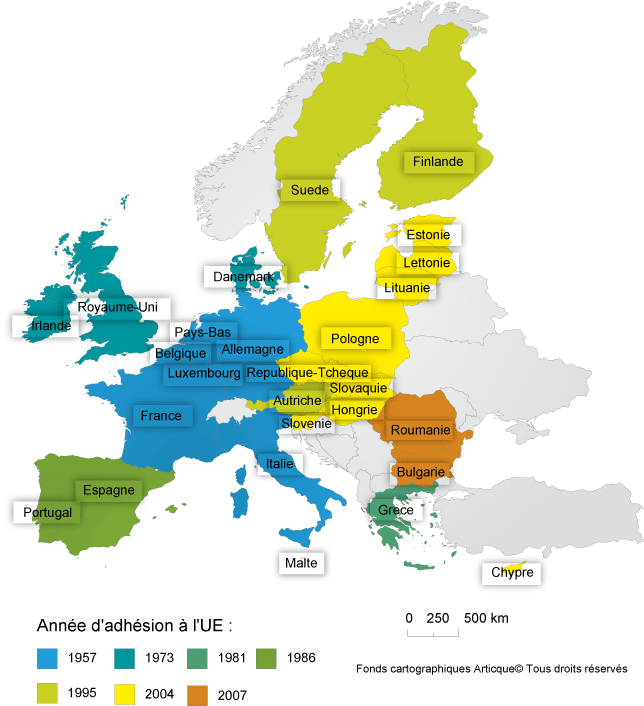
**Doc. 6 p 107 :**

**Pour beaucoup de Français (33 % en 1981 à 60% en 2007) la division traditionnelle entre droite et gauche est de moins en moins pertinente et conduit à plusieurs comportements politiques :**

* **Des « gouvernements d’ouverture »** dans lesquels siègent des ministres issus de l’opposition (Kouchner depuis 2007,
* **l’émergence « d’une troisième voie » alternative**, qui aux élections présidentielles de 2007 a été incarné par F. Bayrou mais qui depuis les élections européennes de 2008 semble promise au mouvement écologiste qui lors des deux dernières élections sont arrivées en troisième position avec environ 16% des suffrages. Là encore, le rapprochement européen et en particulier avec l’Allemagne est visible puisque le mouvement politique écologique est originaire de ce pays où il représente depuis plus de 20% la 3ème force politique.
* **Le vote de contestation vers les partis d’extrême droite et d’extrême gauche,** réunies ses deux tendances pèsent entre 15 et 20 %. Là encore, le parallèle avec d’autres pays d’Europe est facile, en particulier avec les P-B où l’extrême-droite obtient des scores très élevés (≥10%) en adoptant un discours proche de celui du FN en France.

Une donnée récente montre également que les Français se désintéressent de plus en plus des élections et l’abstention augmente régulièrement, en particulier lors des élections qui n’ont pas un caractère national (municipales, cantonales, régionales et européennes).

Lors des dernières élections, le taux d’abstention fut supérieur à 53% au premier tour.

1. **L’Europe et la vie politique française de 1958 à 2010 :**

La Vème République hérite de la question européenne lors de sa mise en place. En effet, ce projet est celui d’Hommes politiques de la IVème République et en particulier, Robert Schuman et Jean Monnet qui furent les artisans du rapprochement européen conduisant à la signature le **25 mars** **1957, du Traité de Rome,** acte fondateur de la Communauté Economique Européen ne (CEE) qui évoluera pour devenir en 1992, UE.

1. **Sous de gaulle :**

De Gaulle n’était pas particulièrement favorable à cette coopération économique en Europe car elle s’opposait selon lui, au destin national qui devait être celui de **l’indépendance nationale**, c’est-à-direque la France devait pouvoir par ses propres moyens retrouver un rôle international fondé sur une modernisation économique, une armée autonome disposant d’un force nucléaire de dissuasion et un non-alignement sur la politique américaine (retrait du commandement unifié de l’OTAN et fermeture des bases militaire américaine en France.

De Gaulle s’opposa à l’élargissement européen à de nouveaux pays et en particulier à l’entrée du R-U. Durant les 11 ans où il dirigea la France, la CEE resta constituée des 6 pays fondateurs.

1. Pompidou et Giscard : 1969-1981

La période est marquée par le premier élargissement et l’entrée en 1973 de 3 nouveaux états et en 1981 de la Grèce. Désormais constituée de 10 états, la CEE montre qu’elle a vocation à accueillir de nouveaux états.

1. **Les années Mitterrand (1981-1995) :**

C’est une période fondamentale dans la construction européenne. En effet, le sentiment européen est très fort dans la population et en particulier dans la jeunesse qui voit dans la construction européenne, un défi mais aussi l’assurance de la paix européenne.

**Doc.3 p112 :**

**Question 3**

En 1984 : la rencontre Mitterrand-Kohl est un moment important dans le processus de construction européenne. Ce fut un symbole fort par l’émotion que suscita la cérémonie et par le choix du lieu. La rencontre eut lieu sur le lieu de la plus grande bataille de la Première Guerre Mondiale, Verdun. Le geste accompli, l’inhumation des reste de soldats Français et Allemands dans la nécropole nationale qui jusqu’alors était réservée aux soldats français témoigne de la volonté d’amitié Franco-allemande (« Couple Franco-allemand »), de la volonté de paix éternelle par la mémoire commune des tragédie des deux guerres mondiales, de l’idée d’un destin européen commun qui ne peut être que profitable aux deux nations.

1985 : Nouvel élargissement. (Espagne, Portugal)

1989-1991 : la transition démocratique en Europe de l’est (PECO) modifie fortement la diplomatie européenne ; les nouveaux pays démocratiques témoignent très rapidement leur volonté d’intégrer l’UE pour différentes raisons :

* Assurer leur indépendance vis-à-vis de la Russie et le maintien de la démocratie,
* Développer leur économie et rattraper leur retard grâce à la politique de soutien européen (FEDER) età l’intégration au marché commun

1992 :

**Doc. 4 P112 :**

**Question 4 : Pour Giscard d’Estaing** l’acceptation par les Français par référendum de la ratification du traité de Maastricht est indispensable car il permettra de renforcer la France par un partenariat avec les autres états européens (monnaie commune, parlement européen, libre circulation, citoyenneté européenne)

Le traité de Maastricht de 1992 transforme fondamentalement la CEE qui devient une Union politique d’états indépendants et non une simple union économique. Mais ce rapprochement qui aboutit entre 2002 et aujourd’hui à l’introduction progressive de l’Euro dans 16 des 27 états de l’UE.

1. **Les années Chirac- Sarkozy : 1995-2010.**

La période correspond à une crise européenne né après l’espoir.

Entre 1995 et 2007 : 15 nouveaux états dont 10 PECO sont intégrés. L’UE compte désormais 27 membres et près de 500 millions d’habitants. La crise européenne peut s’expliquer par plusieurs facteurs :

* Perte d’identité due à un trop rapide élargissement faisant de l’UE, un vaste territoire sans réelle cohérence.
* Une crise économique récurrente qui conduit les populations à douter de l’efficacité des politiques européennes.
* Des institutions inadaptées ou difficile à comprendre pour la plupart des citoyens (commission européenne, conseil de l’union européenne, conseil européen, Présidence du conseil européen Parlement et depuis 2009…)

Le fait est clair, les Français sont devenus « Eurosceptiques ».

**Doc 5p 113 :**

En 2005, par référendum, les Français rejettent le projet d’une Constitution européenne (55%de Non). Ce rejet montre le peu de lisibilité du projet et conduit à une crise des institutions européennes car la plupart des décisions doivent être pises à l’unanimité. Or, 27 états sont rarement tous d’accord.

L’Europe est donc en crise et ne semble plus désirée par les Français bien qu’elle fut sans aucun doute un facteur de progrès économiques et sociaux.

**Doc. 1-2 p114 :**

Quels secteurs témoignent de la modernisation de la France ? Montrer que la France est devenu un pays ouvert dans le cadre européen ?

L’industrie, le transport, l’énergie connurent une croissance rapide grâce entre autre aux projets européens (airbus, Euratom…)

La France se présente comme un pays ouvert, « à l’attaque » porter vers la « conquête des marchés extérieurs »…

Conclusion :

La Vème République a apporté une stabilité politique à la France. Elle renforce le rôle du Président de La République qui devient la figure principale de la vie politique. C’est une période de modernisation rapide et de croissance économique (Trente Glorieuse). Mais les crises successives depuis les années 1970 ont introduit le doute sur les capacités du pays à rester en tête des états européens et conduisent à remettre en cause la construction européenne.

**Les jeunes dans la Vème République.**

**Intro :** La jeunesse est un terme qui désigne les 15-25 ans ; ceux-ci forment un groupe particulier à cheval entre l’enfance et l’âge adulte. C’est un groupe qui, de part sa position, est confrontée à d’importantes difficultés pour trouver sa place dans la société.

En effet, la plupart des jeunes, s’il aspire à l’autonomie, sont encore dépendants des adultes puisqu’ils ne peuvent assumer leur indépendance sociale (financière, professionnelle).

Durant les années 1958-2010, la jeunesse a connu de nombreuses évolutions dans ses modes de vie mais il existe aussi de nombreux points communs en particulier en ce qui concerne l’existence d’une culture jeune.

Quelles sont les évolutions et permanences dans le mode de vie de la jeunesse depuis 1958 ?

Nous étudierons le sujet en suivant trois axes :

1. Le péril jeune ?
2. Des évolutions socio-économiques.
3. Une culture propre.
4. **Le péril Jeune ?**

Ce titre du 1er film de C. Klapish (1993-1995) témoigne du fossé qui existe entre les générations et qui peut-être s’est accentué durant les 50 dernières années. Il témoigne aussi de l’opposition et de la peur qui se développent entre la génération des adultes et celle des jeunes.

La jeunesse est présentée comme un élément perturbateur et même déstabilisateur de la société.

1. **Un thème ancien :**

La jeunesse est depuis de nombreux siècles présentée comme un élément instable de la société. Dans son *Histoire de la violence*, R. Muchembled montre que la majorité des actes criminels depuis l’époque médiévale sont commis par les plus jeunes. Il existerait donc une violence sociale liée à l’âge qui s’explique surtout par la recherche d’une place sociale qui peut être obtenu par la force.

Durant les 50 dernières années, la jeunesse a connu des phénomènes de groupes qui ont toujours été perçus comme des éléments violents ; Ils furent souvent désignés par des termes souvent péjoratifs liés à des caractéristiques

* Les Zazous de 1945,
* Les blousons noirs, (années 1960)
* Loubards, zonards (1970-1980)
* Les sauvageons les racailles (les années 1990-2000)

Ce qui caractérise ces groupes est leur refus apparent de l’ordre établi et le recours à la violence pour le contester. C’est aussi que depuis les années 1960, cette violence de la jeunesse est surtout celle des groupes sociaux les plus défavorisés qui sont exclus ou se sentent exclus de la société et n’ont que peu profité de la croissance économique des années 1945-1975 (Trente Glorieuse)

1. **Mai 1968, une révolte symbolique.**

Le mouvement de mai 1968 est avant tout un mouvement de la jeunesse. Il débute à Paris dans le milieu des étudiants. La raison directe est une loi réformant les conditions d’entrée dans les Universités et le coût des droits. Mais plus largement, c’est un mouvement intergénérationnel. La France de 1968 est une France dirigée par un Président âgé qui incarne une génération vieillissante celles des Résistants. En effet, la vie politique des années 1960 reste dominée par des figures de la Résistance. Si certains hommes politiques étaient de jeunes hommes dans les années 1940 (j. Chaban-Delmas, F. Mitterrand) ils sont désormais des « quadra voire des quinquagénaires » et ne semble plus représentatif de la société Française.

La génération de Mai 1968 est aussi la première génération du Baby-boom qui arrive en âge de s’exprimer.

En effet, entre 1945 et 1970, la France connaît une forte croissance démographique (taux de fécondité est de plus de 3efantspar femme et le taux de natalité est supérieur à 20%°. Une classe d’âge représente entre 1950 et 1970, près de 1 millions d’individus contre moins de 650 000 dans les années 1990 et 800 000 dans les années 2000.

**Quelles formes prit la révolte de mai 1968 : (11 p 119) :**

* Une contestation politique qui pousse de nombreux jeunes vers des partis d’extrême-gauche marxiste révolutionnaire (identification à des figures de la lutte comme Che Guevara ou même plus ancienne comme Trotski ou Mao, émergence de parti nouveau LCR, LO, forte attraction des JCF). De nombreuses figures de mai 68 sont ensuite devenus des personnalités politiques majeures des années 1980-2010 : D. Cohn-Bendit, B. Kouchner, R. Debré…)
* Cette engagement politique témoigne d’une volonté de changer la société et conduit à un mouvement spectaculaire dans les rues de paris.
* Le 13 mai 1968, le Quartier latin connaît une nuit d’émeute, les étudiants levant des barricades et faisant « le coup de poing » avec les forces de l’ordre au cri de « CRS=SS ». Les slogans de l’époque, souvent inscrits sur les murs de Paris et des autres grandes villes qui se joignent au mouvement, témoignent de cette volonté de changement réclamée par une jeunesse qui se sent opprimée et prête à la lutte :
* « Sois jeune, et tais-toi »
* « Il est interdit d’interdire »
* « Soyez réaliste demandé l’impossible » ; « l’imagination au pouvoir » ; «Sous les pavés la plage » …
* « un flic dort en chacun de nous, il faut le tuer ! »

Un petit lien pour découvrir plus de 500 slogans répertoriés par ordre alphabétique et précisant le lieu d’écriture.

1. **L’héritage de Mai 1968 et les révoltes des années 1970-2010 :**

Si Mai 1968 ne débouche pas sur une révolution, elle se poursuit dans les esprits par l’affirmation d’une nouvelle culture jeune fondée sur le refus du conformisme et de la morale jugée « bourgeoise » et « vieillotte ». L’esprit de liberté trouve son expression dans la musique, le cinéma et les expériences sociales (communautés, retour à la terre : Hippies , l’apologie de certaines drogues et en particulier « l’herbe » et le LSD : Lucy in the Sky with Diamond)

Il est fréquent que les révoltes de la jeunesse qui suivirent soit comparées à Mai 1968 pour montrer les points communs comme en 1986 lorsque plus d’un million d’étudiants et lycéens manifestèrent à Paris. Régulièrement, des mouvements étudiants s’opposent à des réformes mais aucun n’a eu l’ampleur ni l’écho de celui de 1968.

Doc ; 18 p 121 :

On peut s’interroger sur les points communs entre Mai 1968 et les émeutes urbaines de novembre 2005. Il serait difficile de trouver un point commun si ce n’est l’expression du malaise sociale qui touche surtout les jeunes.

La capacité de la jeunesse a la révolte reste évidente mais elle peut s’exprimer par des formes très différentes des générations précédentes, en particulier par une expression plus personnelle liée à la croissance de l’Internet. Peu à peu, l’engagement politique et social qui caractérisaient les étudiants et lycéens de mai 68 a été abandonné au profit d’un comportement plus individualiste qualifié « d’individualisme généreux » lorsque les jeunes décident de s’engager dans une cause sans pour autant lui donner une forme politique.

1. Les évolutions socio-économiques :
2. Une jeunesse moins nombreuse :

Doc. 2 et 3 p 116 :

Les jeunes forment un groupe modeste en effectifs dans les sociétés occidentales (de 1 3 à 15%) selon les pays contre plus de 20% en Afrique et une moye ne mondiale de 17,6%. La France a connu une évolution identique à celle des autres pays du Nord, et ne compte désormais que 13% de 15-25 ans dans sa population totale soit environ 7,8 millions d’individus.

Contrairement aux années 1945-1975 durant laquelle la natalité fut forte et donna naissance à l’expression du Baby-Boom et des Baby-Boomers, les générations suivantes sont moins nombreuses. La réduction de la natalité liée au développement de la contraception et aux changements de mode de vie (travail des femmes, allongement de la durée des études) font que les jeunes sont beaucoup moins nombreux que les plus de 60 ans (15%, 9 millions d’individus).

1. De l’usine à 14 ans à l’école jusqu’à 25 ans.

Une des principales évolutions socio-économiques est l’allongement des études et la baisse de l’emploi des jeunes.



Doc 3 p 122 : les graphiques montre le recul du taux d’activité des jeunes en France.

L’entrée sur le marché du travail se fait de plus en plus tardivement. Travailler avant 18 ans est devenu une exception. L’âge moyen se situe autour de 21 ans Et près de 40% des jeunes n’obtiennent un premier emploi après 23 ans.

**Doc 15 p 120 + Doc. 17 p 120**

Deux facteurs expliquent ce changement profond :

* L’allongement de la scolarisation. Alors que seuls 10% des Français étaient bacheliers en 1960,le baccalauréat est aujourd’hui détenu par plus de 60% des Français et ce pourcentage va s’accroître puisque la suppression du BEP pousse les élèves vers une formation Bac Pro. La poursuite d’étude a fait progresser le taux de diplômés d’un niveau supérieur (bac+2) à plus de 39% des 25-39 ans c’est-à-dire des jeunes des années 1990-2000. Ce chiffre va lui aussi continuer de croître, mais 150 000 étudiants quittent chaque année les universités sans aucun diplôme.
* La difficulté de trouver un premier emploi. Plus de 25% des 18-25 cherchant un emploi sont au chômage. Il est d’autant plus difficile de trouver du travail que l’on est faiblement diplômé. Mais être diplômé du supérieur ne garantie pas l’accès à un poste de cadre car le nombre de diplômés est aujourd’hui supérieur au nombre d’emplois de cadre à pourvoir.

1. La culture jeune :

Un point commun a toutes les générations de jeunes qui se sont succédées depuis 1958 est le développement d’une culture jeune qui se traduit bien évidemment dans les modes vestimentaires mais aussi dans l’art et la culture ainsi que dans les pratiques technologiques ou les modes de consommations.

La jeunesse est toujours la classe d’âge des changements et des ruptures. Lorsque les jeunes sont devenus les adultes de la génération suivantes, ils importent avec eux leurs pratiques alors que la nouvelle génération de jeune invente les siennes.

La culture jeune s’exprime dans les media :

**Doc 9 et 10 p 118.**

* La musique et le phénomène de « starisation » et la création des rivalités de personnes et de groupes : On est Rolling Stone ou Beatles ; J. Halliday ou Antoine. (Les élucubrations : « Johny en cage à Médrano » paroles auxquelles J. répond parson titre cheveux longs, idées courtes),
* Dans les années 2000 Blur ou Oasis…et aujourd’hui ?

La jeunesse développe des codes de langages et d’identification et s’attache à des pratiques ou des médias :

1960-1970 , génération « Salut les Copains ».

1980, Les radios libres devenues la FM : NRJ, Sky Rock, Nova…

1990 : MTV

2000 : Internet (messagerie, dailymotion, Youtube…)

**Doc. 5 et 6 p 123**

Si peu à peu les références changent, il est très facile de constater que les pratiques culturelles des jeunes diffèrent de celles du reste des Français ont toujours existé et qu’elles évoluent d’une génération à l’autre.

En 1975, les Jeunes lisaient deux fois moins la presse que les adultes mais étaient deux fois plus nombreux à se rendre au cinéma, à sortir danser ou à assister à un spectacle sportif.

En 2005, le rapport à un objet comme Internet est différents entre l’adulte et le jeune. Si internet touche presque toutes les générations, les pratiques différents :

Les jeunes utilisent davantage les messageries instantanées, les blogs, les chats, les réseaux sociaux types facebook ou Twiter, téléchargent musique et films…

**Conclusion :** Les jeunes changent génération après génération mais la jeunesse reste un groupe social permanent au limite fluctuante et aux comportements en perpétuelle évolution. Quitter la jeunesse s’est accepter son intégration à la société économique. C’est pourquoi, c’est un âge de tension et de révolte dont certains ne sortent jamais.

La jeunesse a changé en France et peut même se présenter sous de multiples formes car il ya peu de points communs entre tous les jeunes selon leur lieu de vie, leurs origines de plus en plus variées et les pratiques familiales.

Il est donc très difficile de parler de la « jeunesse» ou « des jeunes » tout comme il est difficile de parler « des Français ». si l’identité nationale est difficile à définir l’identité des jeunes l’est tout autant.